



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Cinquante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 6 janvier 1972,
à 11 heures

NEW YORK

Président: M. Károly SZARKA (Hongrie).

Hommage à la mémoire de M. Hichen Ayoub (fin)

1. M. GUEVARA ARZE (Bolivie), M. OGISO (Japon), et M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) expriment à la délégation tunisienne leurs sentiments de sympathie les plus sincères à l'occasion du décès de M. Hichen Ayoub.

2. M. FIGUEROA (Chili) rappelle que, à la séance précédente, de nombreuses délégations ont rendu hommage à la mémoire de M. Ayoub. Etant donné le caractère exceptionnel des circonstances, il propose que ces témoignages de sympathie soient reproduits intégralement.

3. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la proposition faite par le représentant du Chili, ainsi que les incidences financières de cette proposition.

Il en est ainsi décidé¹.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Élection du Président et des Vice-Présidents pour 1972 (fin)

4. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder à l'élection des trois vice-présidents pour 1972, question restée en suspens à la séance précédente.

5. M. GUEVARA ARZE (Bolivie) propose d'élire M. S. A. Frazão (Brésil) à l'un des trois postes de vice-président.

6. M. RABETAFIKA (Madagascar) et M. ILONIEMI (Finlande) appuient cette proposition.

M. Frazão (Brésil) est élu vice-président par acclamation.

7. M. OGISO (Japon) propose la candidature de Mlle P. G. Lim (Malaisie).

8. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) appuie cette proposition.

Mlle Lim (Malaisie) est élue vice-présidente par acclamation. —

¹ Les déclarations faites en hommage à la mémoire de M. Ayoub ont été distribuées ultérieurement sous forme miméographiée.

9. M. RABETAFIKA (Madagascar) propose la candidature de M. J. V. Scott (Nouvelle-Zélande).

10. M. OGISO (Japon) appuie cette proposition.

M. Scott (Nouvelle-Zélande) est élu vice-président par acclamation.

11. Le PRÉSIDENT, rappelant le paragraphe 2 de l'article 20 du règlement intérieur, annonce qu'il communiquera au Conseil ses recommandations concernant la présidence de chacun des comités de session, après avoir consulté les vice-présidents qui viennent d'être élus. Il espère être en mesure de le faire avant la fin des séances d'organisation.

Déclaration du représentant de la Chine

12. M. AN (Chine) exprime les remerciements de sa délégation aux pays qui ont lutté pour rétablir tous les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à ceux qui ont appuyé la participation de la Chine au Conseil économique et social.

13. Des changements spectaculaires se sont produits au cours de l'année écoulée sur la scène internationale et au sein de l'Organisation des Nations Unies. Les petits et les moyens pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine deviennent plus unis, intensifient la lutte qu'ils mènent pour défendre leur indépendance et leur souveraineté nationales contre l'agression étrangère et jouent un rôle de plus en plus important à l'Organisation des Nations Unies. Il devient de plus en plus difficile à une ou deux superpuissances de contrôler les affaires de l'ONU, comme elles le faisaient auparavant. Une certaine semi-superpuissance, qui agit criminellement en soumettant un pays souverain à la subversion, à l'agression et au démembrement sous prétexte de promouvoir les causes de la paix, de l'humanité et du non-alignement, a été sévèrement condamnée par l'écrasante majorité des membres du Conseil de sécurité et des Membres de l'Organisation des Nations Unies, et a été discréditée et isolée. Bien que les forces de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme fassent tout leur possible pour conjurer la défaite, elles ne peuvent s'opposer à la grande tendance historique de l'époque actuelle: les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution.

14. Les pays doivent être égaux, quelles que soient leurs dimensions. Les affaires d'un pays concernent le peuple de ce pays; les affaires mondiales concernent tous les pays et les questions qui intéressent l'Organisation des Nations Unies doivent concerner tous les Etats Mem-

bres. Le Gouvernement chinois a toujours appuyé les pays, moyens, petits ou autres, dans la lutte qu'ils mènent pour défendre leur droit à l'égalité dans les relations internationales et pour faire échouer les efforts des superpuissances qui veulent contrôler et gendarmiser les autres pays. Il continuera à appuyer sans défaillance le tiers monde et tous les pays épris de justice, qui luttent en commun pour défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays, développer une économie nationale indépendante, établir une coopération économique fondée sur l'égalité et l'intérêt réciproque, sauvegarder la sécurité internationale et promouvoir le progrès de l'homme.

15. La Chine ne peut jouer qu'un rôle limité au sein de l'Organisation des Nations Unies, mais elle a l'intention de faire de son mieux. La délégation chinoise est prête à coopérer avec d'autres représentants au Conseil économique et social et approuve en principe l'ordre du jour des séances d'organisation.

16. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, dit que, dans sa première intervention au sein du Conseil, une certaine délégation a de nouveau avancé l'idée d'une ou deux prétendues superpuissances, contre la politique desquelles elle se propose de lutter farouchement. Dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale au cours du débat général (1942ème séance plénière), le Ministre des affaires étrangères de l'URSS a souligné que l'Union soviétique appuie sans réserve l'égalité souveraine de tous les Etats. La délégation en question, dans son intervention devant le Conseil, a montré qu'elle désire semer la discorde dans les travaux du Conseil et, d'une manière générale, entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies. En évaluant le rôle et la contribution des divers Etats, l'Union soviétique n'utilise qu'un seul critère, celui de la lutte des classes. Certaines des grandes puissances veulent renforcer la paix et la coopération dans le domaine social et d'autres domaines, tandis que d'autres s'opposent à cet objectif. Aucune délégation ne doit assumer le rôle de protecteur des pays en voie de développement, qui sont devenus plus forts au cours des dernières années et qui n'ont certainement pas besoin de protecteur. Dans ses travaux au sein du Conseil économique et social, la délégation soviétique sera toujours guidée par le principe de l'égalité de tous les Etats.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour (E/5084)

17. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'ordre du jour provisoire des séances d'organisation figurant dans le document E/5084.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux

18. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil examine les autres questions de l'ordre du jour dans l'ordre dans

lequel elles figurent au document E/5084, à l'exception des points 4, 5 et 7, étant donné que des consultations sont en cours sur les nominations en question.

Il en est ainsi décidé.

19. M. AHMED (Secrétaire du Conseil), se référant au point 8 de l'ordre du jour, suggère que le Conseil remette à plus tard l'examen de cette question, étant donné que le Secrétariat vient d'être informé de certaines modifications concernant les personnes désignées dans le document E/5078 et Add. 1 à 3.

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Demande d'admission du Bhoutan en qualité de membre de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/L.1465/Add.1)

20. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/L.1465/Add.1) présentée à la reprise de la cinquante et unième session, qui contient la demande d'admission du Bhoutan en qualité de membre de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Le paragraphe 3 du mandat de la Commission dispose que tout Etat de la région qui devient Membre de l'Organisation des Nations Unies devient de ce fait membre de la Commission². Les mesures que doit prendre le Conseil sont indiquées dans les annotations du Point 3 de l'ordre du jour provisoire (E/5084). En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite modifier le mandat de la Commission, de manière à permettre au Bhoutan de participer en qualité de membre aux travaux de la Commission et il suggère que le Conseil adopte le projet de résolution suivant, conformément à la pratique habituelle:

"Le Conseil économique et social,

"Prenant acte de la communication en date du 26 novembre 1971, émanant du représentant permanent du Bhoutan auprès de l'Organisation des Nations Unies, relative à l'admission du Bhoutan à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en qualité de membre,

"Modifie les paragraphes 2 et 3 du mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en ajoutant les mots "le Bhoutan" après les mots "l'Australie continentale" au paragraphe 2 et après le mot "Australie" au paragraphe 3."

Il en est ainsi décidé.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Nomination de deux membres du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (E/5089)

21. M. MAHMASSANI (Liban) dit que sa délégation préférerait que les experts en question soient élus au

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément N° 2, annexe III.*

scrutin secret, conformément à l'article 67 du règlement intérieur.

22. Le PRÉSIDENT répond qu'habituellement ce genre de nomination ne donne pas lieu à un vote. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite nommer membres du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1972, les deux candidats proposés par le Secrétaire général (E/5089).

Il en est ainsi décidé.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session (E/L.1468 et Corr.1 et Add.1 et 2)

23. Le PRÉSIDENT fait observer que la note du Secrétaire général (E/L.1468) est divisée en trois parties: la section A, qui concerne les décisions de l'Assemblée générale auxquelles il semble que le Conseil doive donner suite au cours de ses actuelles séances d'organisation; la section B, qui a trait aux décisions de l'Assemblée générale affectant le programme de travail pour 1972; la section C, qui se rapporte aux décisions de l'Assemblée générale qui affecteront les travaux du Conseil au cours des années à venir. Le Président propose que le Conseil examine tout d'abord la partie A, paragraphe par paragraphe.

SECTION A DU DOCUMENT E/L.1468

Paragraphe 1

24. M. VIAUD (France) est d'accord pour que le Conseil communique au Comité de la planification du développement la résolution 2768 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 novembre 1971, mais pense que le Conseil n'a pas à demander au Comité de donner suite à cette résolution. Le Conseil devrait simplement demander au Comité d'examiner plus avant la question de l'identification des pays en voie de développement les moins avancés et de présenter des suggestions. Le Conseil donne au Comité non pas une totale liberté d'action, mais uniquement la possibilité de présenter des suggestions supplémentaires pour d'éventuelles modifications de la liste de pays les moins avancés. Il faudrait que ce fait soit reflété dans toute décision prise par le Conseil.

25. M. CARANICAS (Grèce) se déclare d'accord sur la conception que le représentant de la France se fait de la suite recommandée par le Secrétaire général, et propose que dans la dernière ligne du paragraphe les mots "y donne suite" soient remplacés par "l'examine".

26. M. DRISS (Tunisie) appuie la suggestion présentée par le représentant de la France.

27. M. RABETAFIKA (Madagascar) ne voit pas bien quelle est la portée de la suggestion faite par le représentant de la France. Si les membres de la Deuxième Commission ont établi d'un commun accord une liste des

pays les moins avancés, un certain nombre de délégations n'en ont pas moins objecté qu'il convenait d'élaborer de nouveaux critères pour déterminer quels sont ces pays. Par la suite, la résolution 2768 (XXVI) de l'Assemblée générale a donné la possibilité non seulement de modifier la liste de ces pays mais aussi d'élaborer des critères mieux appropriés.

28. M. AKWEI (Ghana) appuie les observations du représentant de Madagascar. Il ne voit pas comment le Conseil pourrait modifier les dispositions d'une résolution déjà adoptée par l'Assemblée générale. Comme l'a rappelé le représentant de Madagascar, certaines délégations considèrent que la liste des pays les moins avancés devrait continuellement être réexaminée. C'est précisément ce réexamen que le Conseil est maintenant invité à demander au Comité de la planification du développement d'entreprendre.

29. M. ODERO-JOWI (Kenya) fait observer que bien des délégations sont depuis quelque temps peu satisfaites des critères appliqués à l'identification des pays les moins avancés. C'est pourquoi elles ont proposé que le Comité de la planification du développement poursuive l'examen de la question en vue de trouver des critères plus acceptables et, le cas échéant, de modifier la liste. La suite recommandée par le Secrétaire général paraît donc appropriée.

30. Pour M. DRISS (Tunisie), puisque le Comité de la planification du développement soumettra de toute façon un rapport au Conseil, il semblerait ne pas y avoir de difficulté. Le Conseil ne fait que transmettre au Comité la demande formulée par l'Assemblée générale; le Comité communiquera ensuite au Conseil les résultats de son examen de la question. La conception que le représentant de la France se fait de la recommandation du Secrétaire général paraît donc à la délégation tunisienne tout à fait acceptable.

31. M. VIAUD (France) affirme que la délégation française n'a nullement l'intention d'essayer de modifier les dispositions de la résolution 2768 (XXVI). Les difficultés éprouvées par la délégation française proviennent du fait que le libellé de la recommandation du Secrétaire général pourrait donner à penser qu'il s'agit de déléguer des pouvoirs au Comité. Ce n'est pas ainsi que la délégation française interprète la recommandation. Le Comité devrait se borner à faire au Conseil, à un stade ultérieur, les recommandations qui conviennent.

32. M. AKWEI (Ghana) fait observer que si la conception que la délégation française se fait de la recommandation est consignée dans le compte rendu analytique de la séance en cours, il ne devrait plus y avoir de difficulté. Le Comité de la planification du développement n'assumera certainement pas de responsabilités qui ne lui ont pas été confiées.

33. M. RABETAFIKA (Madagascar) dit que, pour la délégation malgache, la suite recommandée par le Secrétaire général n'entraîne aucune délégation de pouvoirs au Comité de la planification du développement. La mesure recommandée signifie simplement que le Comité devra poursuivre l'examen des critères actuellement utilisés, comme le prévoit la résolution 2768 (XXVI).

34. M. CARANICAS (Grèce) fait observer qu'un malentendu pourrait naître du fait que le paragraphe à l'examen est le seul de la note du Secrétaire général où figurent les mots "pour que celui-ci y donne suite". Sans nul doute, le Comité examinera les critères actuellement utilisés et fera rapport au Conseil.

35. M. ODERO-JOWI (Kenya) estime que les mots "y donne suite" ne devraient pas soulever de difficulté, puisque la suite recommandée au Comité est clairement définie dans la résolution 2768 (XXVI).

36. Le PRÉSIDENT annonce que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la suite recommandée par le Secrétaire général, étant entendu que le compte rendu analytique des délibérations du Conseil sur cette question sera communiqué au Comité de la planification du développement pour préciser la décision prise par le Conseil.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 2

37. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la suite recommandée par le Secrétaire général au paragraphe 2.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 3

38. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil prend acte du paragraphe 3.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphes 4 à 8

39. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la suite recommandée par le Secrétaire général aux paragraphes 4 à 8.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 9, alinéa a

40. M. VIAUD (France) dit que, tout en appuyant la suite recommandée par le Secrétaire général, la délégation française considère que le Conseil et, en particulier, le Comité de coordination devraient avoir la possibilité d'examiner la question des publications et de la documentation de l'Organisation des Nations Unies. La délégation française proposera donc ultérieurement que cette question soit inscrite à l'ordre du jour provisoire du Conseil pour 1972 et, en particulier, à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-troisième session.

41. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la suite recommandée par le Secrétaire général à l'alinéa a du paragraphe 9.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 9, alinéa b

42. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation ne s'oppose pas à la suite recommandée par le Secrétaire général. Elle propose, toutefois, qu'il soit entendu en adoptant cette recommandation qu'elle s'appliquera aussi aux travaux du nouveau Comité de la science et de la technique et du nouveau Comité chargé de l'examen et de l'évaluation.

43. M. DRISS (Tunisie) demande si l'adoption de la proposition soviétique signifierait que les deux comités mentionnés par le représentant de l'URSS ne disposeraient pas de comptes rendus analytiques.

44. M. AKWEI (Ghana) demande des renseignements sur le statut des deux nouveaux comités.

45. M. AHMED (Secrétaire du Conseil) rappelle que, à la reprise de la cinquante et unième session, le Secrétaire général avait présenté au Conseil une note où il faisait observer qu'aucune disposition particulière concernant les comptes rendus analytiques ne figurait dans les résolutions 1621 B (LI) et 1621 C (LI) du Conseil, en date du 30 juillet 1971, par lesquelles avaient été créés les deux nouveaux comités. Il indiquait ensuite quelles seraient les incidences financières de l'établissement de comptes rendus analytiques pour les deux comités. C'est par un vote que le Conseil a décidé ultérieurement que les deux comités auraient des comptes rendus analytiques (voir 1808ème séance).

46. M. AKWEI (Ghana) dit que, dans ces conditions, la proposition soviétique n'est pas recevable, à moins que la délégation soviétique ne veuille faire reconsidérer la question de l'établissement de comptes rendus analytiques pour les deux nouveaux Comités.

47. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose, étant donné que le Secrétaire général a suggéré que le Conseil prenne la décision qu'aucun nouvel organe subsidiaire ne disposera de comptes rendus analytiques, que cette décision soit également étendue aux deux nouveaux comités. En formulant cette proposition, sa délégation n'est pas sans savoir que la question a été examinée à la reprise de la cinquante et unième session. Mais comme l'Assemblée générale a décidé que de nouveaux organes subsidiaires n'auront pas droit à des comptes rendus analytiques, à moins d'y avoir été autorisés expressément par la résolution pertinente, cette décision doit s'appliquer également aux deux nouveaux comités créés par le Conseil.

48. Selon M. CARANICAS (Grèce), le Conseil doit prendre une décision sur la proposition soviétique. La délégation grecque n'a cessé d'affirmer que les organes subsidiaires ne devraient pas disposer de comptes rendus analytiques. Aussi estime-t-elle que les deux nouveaux comités ne doivent pas avoir ces comptes rendus et appuie-t-elle la proposition soviétique.

49. M. AKWEI (Ghana) souligne que la proposition soviétique a pour effet de mettre en cause la résolution initiale du Conseil portant création des deux nouveaux comités. La délégation ghanéenne pourrait ultérieure-

ment être en mesure d'appuyer la proposition soviétique, mais elle suggère qu'il ne lui soit pas donné suite pour l'instant.

50. M. ODERO-JOWI (Kenya) dit que la position de sa délégation est analogue à celle de la délégation ghanéenne. Le Conseil a expressément décidé que les deux nouveaux comités disposeront de comptes rendus analytiques. Certains représentants ont affirmé que, eu égard à l'importance des deux comités, leurs gouvernements jugeront l'établissement de comptes rendus utile. La délégation kényenne n'a pas changé sa position à l'égard de la question et appuie la suggestion du représentant du Ghana tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise pour l'instant.

51. M. VIAUD (France) appuie cette suggestion. La suite recommandée par le Secrétaire général est conforme aux vues qui ont été fréquemment exprimées par la délégation française, à savoir qu'il convient d'éliminer la documentation excessive ainsi que les publications qui ne sont pas indispensables. Toutefois, la question de savoir si une décision de l'Assemblée générale doit s'appliquer à l'ensemble des organes subsidiaires du Conseil ne doit pas être tranchée dans un simple débat de procédure. Aussi faudrait-il transmettre la recommandation du Secrétaire général au Comité de coordination afin que celui-ci formule à son tour des recommandations sur le point de savoir si la décision de l'Assemblée générale doit être appliquée aux deux nouveaux organes en question. Le Conseil pourrait alors être en mesure de prendre la décision qui convient à la cinquante-troisième session.

52. Mlle LIM (Malaisie) dit que le libellé de la recommandation du Secrétaire général prête à confusion étant donné qu'il semble viser les comptes rendus de tous les nouveaux organes subsidiaires du Conseil. Or, à sa 1808ème séance, le Conseil a décidé à une majorité importante que les deux nouveaux comités devraient disposer de comptes rendus analytiques. Le seul moyen de concilier la recommandation du Secrétaire général et la décision du Conseil est d'interpréter la recommandation du Secrétaire général comme s'appliquant à tous les nouveaux organes subsidiaires, à l'exception du Comité de la science et de la technique et du Comité chargé de l'examen et de l'évaluation.

53. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il serait préférable d'adopter la proposition française, car le temps manque pour déterminer quels sont les organes qui doivent disposer de comptes rendus.

54. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) demande à quelles dates le Conseil et l'Assemblée ont pris, respectivement, les décisions concernant les comptes rendus sténographiques et analytiques. Ces dates constitueraient un élément important en ce qui concerne l'interprétation, qui semble très logique, de l'alinéa *b* du paragraphe 9 par la représentante de la Malaisie. La délégation des Etats-Unis appuie la ligne de conduite proposée par le représentant de la France, mais estime qu'il faut prendre une décision à la cinquante-deuxième session du Conseil plutôt qu'à la cinquante-troisième, car le Comité de la science et de la technique et le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation se réuniront avant

la cinquante-troisième session. Il est donc souhaitable que la décision soit prise à une date plus rapprochée.

55. M. FIGUEROA (Chili) voudrait pouvoir procéder à des consultations sur la question, qui est délicate. Il propose que le Conseil ajourne sa décision sur la question jusqu'au lendemain.

56. M. AKWEI (Ghana) dit que l'objet de sa proposition a été quelque peu dénaturé au cours de la discussion. Ce qu'il envisageait, c'était que le Conseil adopte la recommandation du Secrétaire général, sous réserve d'un examen plus approfondi de la question en ce qui concerne le Comité de la science et de la technique et le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation.

57. M. RABETAFIKA (Madagascar) propose d'adopter la recommandation du Secrétaire général, sous la réserve que la décision prise par le Conseil en ce qui concerne le Comité de la science et de la technique et le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation demeure valable. Il n'a pas d'objection à formuler contre la proposition du représentant de la France tendant à ce que le Comité de coordination examine la question, encore que ce comité doive tenir compte de la décision déjà prise par le Conseil économique et social.

58. M. DRISS (Tunisie) propose que le Conseil vote pour confirmer la décision qu'il a prise à sa 1808ème séance en ce qui concerne les comptes rendus analytiques du Comité de la science et de la technique et du Comité chargé de l'examen et de l'évaluation.

59. M. ILONIEMI (Finlande) ne voit pas la nécessité de confirmer la décision du Conseil. Les deux comités doivent avoir des comptes rendus analytiques de leurs séances, ainsi qu'il a été décidé par le Conseil. Il faut que la documentation appropriée soit établie si l'on veut que l'examen et l'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement soient utiles à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

60. M. SOUZA E SILVA (Brésil) estime que le Conseil n'a pas à confirmer la décision qu'il a déjà prise, à une majorité importante, sur la question des comptes rendus analytiques. Il considère, tout comme le représentant de la Finlande, qu'il faut réunir une documentation suffisante en ce qui concerne les deux importants organes subsidiaires en question.

61. M. MAHMASSANI (Liban) appuie les vues exprimées par les représentants de la Finlande et du Brésil.

62. M. CARANICAS (Grèce) souligne qu'il est sans précédent qu'une décision déjà prise ait été confirmée. Il espère toutefois que la majorité des membres du Conseil décidera, si la question est mise aux voix, qu'il n'est pas besoin d'établir des comptes rendus analytiques. Il est regrettable que, en dépit de tous les appels lancés pour que des économies soient réalisées et la documentation réduite, on décide toujours que les comités doivent avoir des comptes rendus analytiques. La délégation grecque pense que la majorité du Conseil souscrira probablement à la proposition du représentant de la France tendant à ce que le Comité de coordination formule une recommandation sur la question.

63. Pour M. DRISS (Tunisie), il ne serait peut-être pas mauvais de créer un précédent permettant de régler les problèmes. On avance toujours l'argument d'économie lorsque des questions concernant les pays en voie de développement sont à l'examen.

64. M. AKWEI (Ghana) propose formellement que la recommandation formulée par le Secrétaire général à l'alinéa *b* du paragraphe 9 soit adoptée, sans préjudice des décisions prises concernant les organes subsidiaires qui existent déjà.

65. M. ILONIEMI (Finlande) souligne que le Comité de la science et de la technique et le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation se réuniront au cours de l'été 1972 et qu'une décision doit être prise, avant ces réunions, en ce qui concerne le type de comptes qu'ils doivent avoir.

66. M. ODERO-JOWI (Kenya) appuie la proposition de la Tunisie tendant à ce que la décision du Conseil soit confirmée.

67. M. AKWEI (Ghana) ne voit pas la nécessité de cette confirmation. Ceux qui ne veulent pas que les organes subsidiaires aient des comptes rendus analytiques peuvent prendre l'initiative de faire revenir le Conseil sur sa décision, qui a force obligatoire tant qu'elle n'est pas modifiée.

68. M. GUEVARA ARZE (Bolivie) propose, afin de dissiper les doutes qui semblent exister, d'ajouter à la recommandation figurant à l'alinéa *b* du paragraphe 9 de la section A du document E/L.1468 le membre de phrase: "Cette recommandation ne s'applique pas à la décision prise par le Conseil le 20 décembre 1971." Cette formule laisserait entendre que cette décision est confirmée.

69. M. FIGUEROA (Chili) appuie la proposition du représentant de la Bolivie.

70. Le PRÉSIDENT, répondant à une question posée par M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique), rappelle que la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale a été adoptée le 17 décembre 1971.

71. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'aux termes de la résolution en question l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social et d'autres organes à adopter des décisions contenant des dispositions analogues à celle figurant à l'alinéa *b* du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, selon lesquelles aucun nouvel organe subsidiaire n'aura droit à des comptes rendus analytiques, à moins d'y avoir été autorisé expressément par la résolution pertinente. Les résolutions pertinentes qui ont créé le Comité de la science et de la technique et le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation [résolutions 1621 B (I.I) et 1621 C (I.I)] ne prévoient pas l'établissement de comptes rendus analytiques. Aussi la décision de prévoir l'établissement de comptes rendus analytiques pour ces deux comités, que le Conseil a prise à la 1808^{ème} séance, le 20 décembre 1971 — quatre jours après l'adoption de la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale — crée-t-elle une certaine ambiguïté que le Conseil devrait dissiper d'une façon ou d'une autre.

72. M. DRISS (Tunisie) dit que l'adoption proposée par le représentant de la Bolivie à l'alinéa *b* du paragraphe 9 de la section A du document E/L.1468 donne satisfaction. Elle constituerait une confirmation de la décision du Conseil et écarterait les incertitudes.

La séance est levée à 13 h 25.